

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,  
au Président de la Confédération, G. Motta<sup>1</sup>*

RP Société des Nations

Rome, 7 décembre 1937

J'ai l'honneur de vous confirmer ma lettre envoyée hier par courrier<sup>2</sup>, au sujet de l'attitude de l'Italie à l'égard de la Société des Nations, ainsi que les renseignements complémentaires très peu rassurants que je vous ai fait parvenir hier soir par la voie la plus rapide<sup>3</sup>. Je tiens de la personnalité italienne mentionnée dans mon rapport précédent que les services du Ministère des Affaires Etrangères ont poussé fort loin l'étude des éventualités se présentant à l'Italie *après* sa sortie formelle des organismes de Genève. C'est là déjà un fait significatif. Mais de plus dans la journée d'hier, quelques résistances qui se manifestaient encore à l'égard du projet de sortie paraissent avoir faibli. Bien que le dernier mot reste, comme toujours, au Chef du Gouvernement, on m'a déjà donné hier comme «sûre» la décision relative au retrait de Genève.

M. de Reynold, qui a été reçu hier soir par le Chef du Gouvernement<sup>4</sup>, est revenu avec l'impression que «Mussolini parlait comme s'il voulait se retirer de la Société des Nations». Mais il n'a pas eu, si j'ai bien compris, une impression absolument définitive et même le Duce paraît avoir écouté avec intérêt le point de vue de notre compatriote, qui se rend évidemment compte de la situation difficile dans laquelle nous nous trouverions lorsque, par hypothèse, et l'Italie et l'Allemagne auront dénoncé le Pacte. Mon informateur italien, qui est revenu me trouver ce matin, est d'avis que les opinions de certains Etats qui, comme le nôtre, sont considérés ici comme des amis, peuvent encore avoir du

---

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Je ne pense pas qu'une démarche de notre part soit opportune. M. le Ministre Ruegger est naturellement libre de rappeler notre point de vue qui est bien connu. 9.XII.37. M.

2. *Non reproduite, cf.* E 2001 (D) 4/5.

3. *Cf.* N° 157, note 1.

4. *Le compte rendu de cet entretien est reproduit en annexe.*

poids. A vrai dire, en ce qui nous concerne, j'ai déjà maintes fois exprimé notre point de vue à M. Ciano et je verrai peut-être encore l'occasion de lui faire comprendre qu'il s'agit d'un problème qui nous intéresse au premier chef. En effet, le Pacte n'est pas une abstraction, mais un traité qui nous lie comme l'Italie, et il n'est peut-être pas inutile, encore maintenant, que l'influence à vrai dire désastreuse de l'Allemagne en cette matière trouve un contrepoids.

Il va sans dire que j'ai vivement engagé mon interlocuteur italien à faire directement valoir ses arguments et en haut lieu, avec toute la franchise nécessaire. Pour le reste, je demeure dans l'attente de vos instructions.

#### ANNEXE

J.I.1.1/5

*G. de Reynold au Président de la Confédération, G. Motta*<sup>5</sup>

*Copie*

R

#### ENTRETIEN DU LUNDI 6 DÉCEMBRE 1937 AVEC LE DUCE

J'étais convoqué au Palazzo Venezia pour 5 heures <sup>3</sup>/<sub>4</sub>. Au moment de partir, alors que je quittais l'Institut international du cinématographe éducatif pour monter dans ma voiture, Vivaldi, contrôleur aux comptes de la Société des Nations, arriva très agité pour me souffler dans l'oreille: «Il est bon que vous sachiez, avant votre entretien, que la sortie de l'Italie de la Société des Nations est chose imminente.» Je lui répondis: «Bon! On verra.» Et je partis.

J'attendis environ 25 minutes dans le salon habituel du Palazzo Venezia, le salon où j'étais déjà venu si souvent. Je fus introduit à 6 heures 05 environ. Mussolini, en tenue civile – vague complet gris et col mou tout froissé – se leva dès mon entrée, me fit le salut fasciste et, témoignage particulièrement amical, s'avança à ma rencontre pour me prendre la main droite dans les deux siennes. Je m'assis, sans lui demander d'autorisation, dans le grand fauteuil, je croisai les jambes – tout cela pour bien donner à mon entretien un caractère d'entretien privé d'homme à homme. Puis je lui dis: «Je ne suis pas venu voir le Chef du Gouvernement, ni le Duce, mais l'homme et l'ami: j'espère que cela ne vous choque pas.» Mussolini eut un large sourire et me répondit: «Au contraire!» Là-dessus l'entretien s'engagea.

Son caractère fut celui d'un tour général d'horizon durant lequel M. m'exposa toute sa politique.

Il commença par me parler de la guerre sino-japonaise. Il me fit l'éloge du peuple japonais, me parla de sa pauvreté, de sa sobriété, de sa population débordante, mais sans manifester la moindre antipathie à l'égard des Chinois. Au contraire, il me déclara que les Chinois étaient en moyenne beaucoup plus intelligents que les Japonais. Il me dit également que la plupart des Européens ne comprenaient rien au conflit actuel et à ses causes profondes. Je lui répondis qu'à mon avis, nous assistions à un des phénomènes les plus importants de l'histoire: la constitution d'un vaste empire extrême-oriental, et que le Japon agissait en Chine un peu comme la Prusse agissait en Allemagne lorsqu'elle faisait la guerre en faveur de l'unité allemande contre l'Autriche, la Saxe, le Hanôvre, les Etats du Sud. M. se déclara complètement de mon avis. Pour lui, les Japonais ne cherchent point à faire de vastes conquêtes territoriales; ce qui les intéresse avant tout, ce sont les problèmes économiques et les zones de défense contre la Russie soviétique. Lorsque je lui parlai de la média-

---

5. Document non daté.

tion allemande, il s'empessa d'ajouter, en levant le doigt: «Et la mienne». Ce qui me parut significatif. Là-dessus, il me donna quelques détails sur les conseils qu'il avait donnés à la délégation chinoise qui était venue le voir: «Pour le moment, la Chine n'est pas encore un Etat, mais une nation: pour le moment, vous n'avez pas encore d'armée, vous n'avez qu'un peuple; vous serez toujours battus par les Japonais. Si vous vous retirez dans le centre, ils ne vous suivront pas. Faites avec eux une paix honorable le plus vite possible.» Il conclut en me disant que cette médiation avait les plus grandes chances d'aboutir très prochainement, et qu'elle signifiait que la Chine se détournait de la Société des Nations, de l'Angleterre, des Etats-Unis et de la France.

Comme je voulais connaître son opinion sur la Suisse, je lui posai directement la question: «Qu'est-ce que vous pensez de la Suisse?» Il me parla de la Suisse, d'abord, avec cette connaissance du sujet jusque dans les détails, comme seul un Suisse pourrait l'avoir, puis avec cette sympathie vraiment chaude qu'il a toujours marquée pour notre pays, enfin avec optimisme. Il commenta le vote récent sur l'initiative contre la franc-maçonnerie comme qui a suivi la campagne de près et qui connaît les chiffres. Il me fit à propos, en passant, l'éloge de Mgr Besson. Il m'apprit qu'il lisait en ce moment le numéro spécial consacré à la Suisse par la revue «Esprit», et me demanda qui était l'écrivain Ramuz (il prononçait Ramou). Je lui donnai quelques détails et lui promis un ou deux livres de l'écrivain vaudois. Puis ce fut mon tour de lui expliquer la Suisse. Je lui déclarai que, pour la comprendre, il ne fallait pas la juger d'après les manifestations extérieures, ni même d'après le régime actuel, mais par les manifestations profondes, par les racines. Je lui dis que le communisme existait juste assez pour servir de point de ralliement et de stimulant à la concentration nationale, mais que, par lui-même, il n'était pas de nature à inquiéter ni la Suisse, ni ses voisins. Je lui dis que, selon moi, si, dans les circonstances actuelles, il y avait un danger pour notre pays, ce serait bien plutôt un danger «front populaire», sous la double influence de la politique française et du glissement vers la gauche de certains éléments radicaux. Je lui signalai cependant que le socialisme était partout en recul, et qu'on assistait à une dissociation entre l'élément ouvrier, tendant à devenir de plus en plus national, et celui des politiciens marxistes. M. répliqua qu'il l'avait déjà remarqué et qu'il pensait comme moi. Je lui parlai également de notre réforme militaire, mais il m'interrompit pour me dire: «Là n'est pas le péril; vous ne risquez rien; mais, si vous devez avoir des ennuis, ce sera très vraisemblablement à cause de la Société des Nations.» Je sautai sur ce mot pour lui poser des questions: «Est-il vrai que vous allez sortir, comme on vient de me le dire?» Devant son attitude évasive, je lui déclarai: «Permettez-moi de m'exprimer là-dessus avec une franchise que vous trouverez peut-être brutale.»

«Vis-à-vis de la Société des Nations, on peut avoir trois attitudes, dont deux sont bonnes et la dernière mauvaise. Malheureusement, jusqu'à présent, vous avez choisi la mauvaise. On peut rester dans la Société des Nations, à la condition de savoir s'en servir. Ce qui est important, ce n'est pas tant le Pacte, ni l'idéologie humanitaire, mais le fait que la Société des Nations subsiste et qu'il y a là un milieu où l'on peut travailler. Il faut savoir s'y créer des amis et des clients; il faut savoir la noyauter, comme ont si bien su le faire vos pires adversaires, à commencer par les Russes, sans parler des Anglais, ni des Français. Pour cela, je crois fermement que cela est possible, que cela est relativement facile et que vous pourriez en tirer de grands avantages. Mais, pour cela, il faut changer complètement de méthode et surtout d'hommes.

» Il y a l'autre solution: en sortir. Vous pouvez très bien le faire, mais à une condition: être sûr que vous pourrez faire sauter la Société des Nations, car ce serait une grande faute politique, dans les circonstances présentes, de quitter la Société des Nations en la laissant entièrement entre les mains de vos adversaires qui, eux, savent s'en servir.

» Mais la pire des attitudes, celle qui a tous les désavantages des deux autres sans en avoir les avantages, est votre attitude actuelle qui consiste à être de la Société des Nations tout en n'en étant pas, quoiqu'en en étant.»

Là-dessus, M. se mit à rire et me répondit: «Vous avez raison.» Mais je ne puis déterminer si, chez lui, il y avait déjà ou non l'intention bien arrêtée de quitter la Société des Nations. J'avoue que, malgré tous les bruits qui couraient hier et tout ce que nous savons aujourd'hui, je garde un peu l'espoir que M. n'a pas encore pris la décision définitive. Cependant, je n'en mettrais pas la main au feu, comme on dit.

A propos de la Société des Nations, nous parlâmes de Genève et je dis au Duce que cette institution internationale s'était révélée bien écrasante pour Genève, qu'avant la Société des Nations, Genève représentait en Europe et dans le monde une tradition et un foyer de culture qu'elle ne représente plus actuellement.

De là, l'entretien se tourna vers la France. Je racontai au Duce les impressions du mois de juillet et ma longue conversation du 22 octobre avec le gros Herriot. Je lui expliquai que, pour comprendre la France, il faut sans cesse avoir présentes à l'esprit ces trois vérités: d'abord, le Français est l'homme qui peut supporter le plus aisément et le plus longtemps des désordres politiques. Puis que le peuple français possède une très grande force sociale, s'il révèle trop souvent une très grande faiblesse politique. Enfin, que le Français a le cœur à gauche, mais le porte-monnaie à droite. Actuellement, tant qu'il y a de l'argent dans la caisse, on fait une politique d'extrême-gauche; dès que la caisse est vide, on prend peur et l'on rappelle les ministres bourgeois pour la remplir; sitôt qu'elle est remplie, on recommence à faire une politique d'extrême-gauche jusqu'à ce qu'elle soit de nouveau vide, et ainsi de suite, car il n'y a pas de raisons pour que cela finisse, tant du moins que la France possédera les ressources qu'elle possède encore. Ce que je crains pour la France, ce n'est pas la révolution violente, mais le long enfoncement dans la décadence.

Je lui dis que, si on veut éliminer la France, il n'y a qu'un moyen: lui donner l'impression d'une totale sécurité extérieure. Sitôt qu'on l'effraye ou qu'on la menace, la cohésion se refait immédiatement. Celui que l'on devrait nommer premier citoyen d'honneur de la République française, c'est votre cher ami Hitler, car il a vraiment sauvé la France de la révolution au moment où s'installait le front populaire et maintenu la discipline dans l'armée française qui, sans la menace allemande, risquait alors de se désagréger.»

Nous passâmes alors à l'Allemagne. Je déclarai à M. que, comme catholique, ce qui me gênait dans l'axe Rome-Berlin et dans les quelques sympathies que je pouvais avoir pour le national-socialisme, c'était la politique anti-chrétienne du Reich. Là-dessus, M. s'exprima avec la plus entière franchise. L'axe Rome-Berlin ne signifie en aucune façon une identification entre les deux régimes. Certes, il y a bien des points communs qui se sont encore accentués, mais il reste des différences fondamentales que M. lui-même a pris soin de bien mettre en lumière au moment de l'entente italo-germanique. M. s'est déclaré tout à fait hostile à la politique anti-chrétienne de l'Allemagne, et m'a raconté que, lors de son voyage à Berlin et surtout d'un entretien en Italie même avec Hess, il s'était expliqué à ce sujet avec la plus grande netteté. «J'ai dit aux Allemands: On peut détruire un Etat, on peut partager un peuple, mais on ne peut rien contre l'Eglise catholique. Oui, vous pouvez prendre toutes les cathédrales, tous les sanctuaires; mais alors, les gens prieront chez eux ou dans les catacombes. Vous ne prétendez tout de même pas réussir ce que personne dans l'histoire n'a jusqu'à présent réussi, ce que Bismark chez vous n'a pas pu réussir. Bismark a vu l'erreur et il a su revenir en arrière.» M. espère que les Allemands atténueront peu à peu leur politique de persécution et même leur racisme: il aperçoit à ce sujet un certain nombre de symptômes; il m'a cité, par exemple, la théorie d'après laquelle le Christ serait un Aryen parce qu'il était blond, ou l'abandon des positions racistes extrêmes, etc. Mais la seule chose que les Allemands n'abandonneront jamais, c'est leur anti-sémitisme. Quand on appartient au monde cultivé, on peut avoir des opinions nuancées; mais le national-socialisme est un mouvement populaire, composé de gens simples qui raisonnent donc simplement et tirent immédiatement les conclusions pratiques de ce raisonnement. Nous avons ensuite parlé du catholicisme lui-même. Une fois de plus, M. m'a bien affirmé sa volonté de ne rien faire contre lui, ni contre l'Eglise dont il distingue très bien la vie propre, ce que l'on pourrait appeler le «Miracle catholique», indépendamment de certains éléments ou de certaines attitudes catholiques de nature humaine et transitoire. «J'ai toujours eu pour principe qu'aucun Etat ne peut accomplir sa mission, sans entente avec le pouvoir spirituel. Je ne me laisserai jamais dévier de ce principe, car il est la plus grande leçon de l'histoire.»

Je l'interrogeai ensuite sur l'Espagne. Il me répondit qu'on allait procurer à Franco l'occasion de remporter une victoire, de manière à fournir aux gens de Valence un alibi qui leur permettrait d'accomplir une capitulation honorable. La cause rouge est perdue: la meilleure preuve en est dans le changement de l'attitude de l'Angleterre.

Cette transition me conduisit naturellement à parler de l'Angleterre. J'expliquai au Duce que,

pour moi comme pour bien d'autres, entre autres l'écrivain anglais Hilaire Belloc, l'Angleterre n'est pas une démocratie, mais le dernier Etat aristocratique. Il y a en Angleterre trois pouvoirs: celui de l'opinion, dit celui de la démocratie, c'est-à-dire celui des vieilles filles, des clergymen, des sectes et du Labourparty: ce pouvoir-là est celui qui fait le plus de bruit et qui paraît gouverner; il est vrai qu'on en tient toujours grand compte. Mais ce n'est pas encore le bon. Il y a ensuite le Gouvernement de Sa Majesté. Il y a enfin un Gouvernement invisible et permanent, formé de quelques gentlemen et de quelques clubs composés de gentlemen. Celui-là, qui n'apparaît pas, est en réalité le véritable gouvernement de l'Angleterre.

Mussolini me déclara que, contre l'Angleterre, il n'avait aucune animosité quelconque, qu'il était paré à tous les événements, mais qu'il ne demandait qu'à s'entendre. «Je reste toujours partisan d'un pacte à quatre, ou plutôt d'un pacte à cinq, car il faut compter la Pologne comme une grande puissance. Seule, une telle entente pourra résoudre les difficultés et rendre la paix à l'Europe. Je n'en parle plus pour le moment, mais je n'abandonne pas cette idée.»

Nous parlâmes ensuite de la Russie. Selon M., la situation intérieure devient de plus en plus difficile, et l'on commence à soupçonner Staline de préparer un vaste programme afin de détourner sur les Juifs le mécontentement populaire, selon la vieille méthode tzariste. Les Juifs le savent, car ils ont des oreilles de lièvre, et commencent à s'inquiéter. La passivité complète des troupes soviétiques en Extrême-Orient est la preuve de cette impuissance. Selon M., les jours du régime soviétique seraient comptés.

Je lui racontai à ce propos ce qu'Herriot m'avait raconté lui-même, que le fameux maréchal Toukhatchevsky aurait été dénoncé par le 2<sup>e</sup> bureau de l'Etat-Major français, pour cause de trahison en faveur des Allemands. «Je ne suis pas tout à fait sûr que cela soit vrai, mais nous avons des renseignements qui tendraient à le prouver. T. s'était évadé de l'Allemagne dans des circonstances un peu suspectes. En tous cas, s'il ne trahissait pas, il s'apprêtait à trahir.»

Je demandai encore au Duce comment il avait passé les durs moments des sanctions. Il me répondit: «Avec le plus grand calme. Cela vient de ce que je n'ai jamais cessé de dormir. A dix heures du soir, quoi qu'il arrive, le rideau tombe.»

«Quand la flotte anglaise est venue dans la Méditerranée, beaucoup d'Italiens se sont affolés. Je leur ai répondu: Attendez, nous verrons bien ce qu'ils vont faire. Les jours sont passés, ils n'ont rien fait. Ils étaient d'ailleurs dans une position des plus dangereuse, parce qu'une flotte concentrée dans les ports est la meilleure cible pour les avions.»

Alors, M. se leva. Nous fîmes lentement quelques pas dans la salle et je lui demandai: «En somme, la conclusion de cet entretien est optimiste.»

— «Oui; il y aura sans doute encore de mauvais moments à passer, mais on y regardera à deux fois avant de tirer un premier coup de canon. Ce que je puis vous assurer, c'est que ce n'est pas moi qui le tirerai.»

Nous étions arrivés à la porte. «Lorsque les journaux recommenceront à s'intéresser aux chiens écrasés, vous pourrez dire que vous aurez achevé votre œuvre.» Ce fut la dernière phrase de cet entretien, il était près de 7 heures 1/2 du soir.